

Lutte de classe

Sur la révolution bolivienne.

Ce document comporte deux parties. La première est consacrée à l'actualité en Bolivie du 10 au 13 septembre 2008 à partir de dépêches de presse. La seconde comporte une analyse rapide du développement de la révolution bolivienne suivie des leçons que l'on peut en tirer, et qui selon moi, seront valables pour tous les processus révolutionnaires à venir.

10 septembre 2008

Morales a décrété *persona non grata* l'ambassadeur des Etats-Unis à La Paz, Philip Goldberg, qu'il a accusé d'alimenter la division et le séparatisme en Bolivie.

Le ministère des Affaires étrangères bolivien avait déjà manifesté son mécontentement fin août à la suite d'une réunion publique qui s'était déroulée entre le diplomate américain et préfet de la région de Santa Cruz, Ruben Costas, farouche opposant à Morales à la tête du camp de la réaction. Le gouvernement avait exigé qu'à l'avenir ne se reproduise plus ce type de rencontre, à l'heure où la Bolivie traverse une crise politique profonde.

Des groupes de jeunes manifestants à la solde des oligarches ont pris d'assaut des bâtiments, dont les bureaux d'une société de télécommunications publique, du trésor public, de l'institut de la réforme agraire et de la branche locale de la télévision publique dans la ville de Santa Cruz, en réclamant l'allocation de ressources supplémentaires à leur région.

Dans la zone de Chaco, riche en gaz naturel, des manifestants s'en sont pris à une station de contrôle d'un gazoduc et ont essayé sans succès de couper les exportations vers le Brésil, ont déclaré des responsables.

Des médias locaux rapportent que des manifestants contre-révolutionnaires ont également saisi des bâtiments publics et bloqué des routes dans les provinces de Beni et Pando.

Le gouvernement a vivement condamné ces manifestations.

Après une réunion d'urgence avec Morales à La Paz, le ministre de l'Intérieur Alfredo Rada a déclaré : « *Des gens fascistes, violents et racistes ont attaqué des institutions qui appartiennent à tous les Boliviens* ».

Le porte-parole du gouvernement Yvan Canelas a accusé à nouveau les gouverneurs régionaux opposés au président Morales, de « *chercher la guerre civile* » au moyen d'« *un affrontement avec les militaires et la police* ».

Des affrontements avec les forces de l'ordre avaient fait plusieurs blessés la veille à Santa Cruz (est), la région la plus riche du pays andin, et à Tarija (sud), province détenant la majorité des réserves d'hydrocarbures.

11 septembre 2008

Huit personnes au moins ont été tuées jeudi au cours de manifestations anti-gouvernementales de plus en plus violentes en Bolivie

Dans la région amazonienne de Pando, des militants de l'opposition ont abattu sept agriculteurs, a déclaré un membre du gouvernement. La huitième victime est un employé du gouvernement régional.

Le vice-ministre des Mouvements sociaux Sacha Llorenti a dit : « *Nous parlons là d'un vrai massacre et le responsable est le gouverneur du Pando* ».

La radio Erbol rapporte que cinq personnes ont été blessées par des armes à feu au cours d'un raid mené par une milice de jeunes activistes anti-Morales dans un supermarché d'un quartier favorable au président bolivien, toujours à Santa Cruz.

Pour le gouvernement, ces violences sont fomentées par des responsables de l'opposition de droite, qui contrôle quatre des neuf régions du pays.

Le vice-ministre de l'Intérieur Ruben Gamarra a estimé : « *Ce qui n'était au départ qu'une manifestation violente contre l'Etat est en train de se transformer en conflit intérieur fomenté par les gouverneurs de plusieurs régions* ».

Chavez, a déclaré jeudi qu'il était prêt à venir en aide à son homologue bolivien en cas de tentative de coup d'Etat : « *Si l'oligarchie, ces laquais 'yankee' directement dirigés et financés par l'empire (américain), renversent un gouvernement, nous aurons le feu vert pour lancer n'importe quelle opération nécessaire pour rendre le pouvoir au peuple* ».

12 septembre 2008

Les Etats-Unis ont décidé jeudi d'expulser l'ambassadeur de Bolivie à Washington en réponse à l'expulsion de leur ambassadeur à La Paz.

Morales a décrété vendredi l'état de siège dans la province du Pando (Est) où sont morts au moins huit manifestants jeudi.

Devant les affrontements sporadiques mais violents en Bolivie, le président vénézuélien a prévenu dans un message télévisé : « *Si Evo était renversé ou tué, qu'ils sachent, les putschistes de Bolivie, qu'ils m'ont donné le feu vert pour soutenir tout mouvement armé* ».

En annonçant l'expulsion dans les 72 heures de l'ambassadeur des Etats-Unis au Venezuela Chavez a lancé : « *Allez au diable, yankees de merde* ».

Face aux manifestations anti-gouvernementales, le chef de l'Etat bolivien a averti l'opposition que « *la patience a des limites* ». « *Nous allons faire preuve de patience, de prudence, comme toujours tenter d'éviter la confrontation, nous allons faire le gros dos, mais la patience a des limites* », a-t-il affirmé.

Le gouvernement de gauche a dénoncé une « *menace de guerre civile* » de la part de « *groupes fascistes* ».

L'approvisionnement du Brésil en gaz naturel a une nouvelle fois diminué jeudi à cause de la prise de contrôle par les manifestants d'une nouvelle station de pompage dans la région de Chuquisaca (sud-ouest) opéré par la compagnie franco-brésilienne Transierra.

Le Honduras a reporté vendredi sa réception des lettres de créance du nouvel ambassadeur des Etats-Unis, Hugo Llorens, à Tegucigalpa, en solidarité avec le Vénézuéla et la Bolivie

Le président du Nicaragua, Daniel Ortega, un allié proche de Morales, a dit qu'il soutenait la Bolivie, même s'il n'a pas encore annoncé s'il allait lui aussi prendre une décision à l'encontre de son ambassadeur des Etats-Unis.

Daniel Ortega, jeudi, faisant référence aux Etats-Unis avait déclaré : « *Des forces obscures de l'empire ont conspiré contre le gouvernement de Morales* ».

Les manifestants anti-gouvernementaux veulent que Morales annule le référendum prévu le 7 décembre prochain. Ce scrutin porte sur une nouvelle Constitution qui centraliserait le pouvoir, permettant au président de briguer un deuxième mandat et autorisant le transfert des terrains en jachère à des paysans sans terres.

Le chef de l'Etat a affirmé qu'il continuait « *à miser sur le dialogue, la dignité et l'unité du pays malgré les provocations* » et écarté une intervention militaire assurant qu'il avait interdit « *d'utiliser les armes à feu contre le peuple* » et qu'il ne céderait pas à la provocation.

Le ministre de la présidence Juan Ramon Quintana, a indiqué qu'il avait proposé une réunion au gouverneur de Tarija (sud) Mario Cossio, porte-parole des cinq gouverneurs autonomistes.

"Je ne vois pas comment cela peut s'arrêter, il s'agit de groupuscules et de commandos très organisés", explique à l'AFP.

Selon Franck Poupeau, un sociologue de l'Institut français d'études andines (IFEA) basé à La Paz « Ces prises d'institutions publiques n'ont rien de mobilisations populaires, ce sont de petits groupes très organisés ».

13 septembre 2008

Morales a de nouveau justifié l'expulsion de l'ambassadeur américain, accusé de fomenter son renversement en déclarant « *Là où il y a l'empire, il n'y a pas de développement* ».

Une réunion extraordinaire de l'Union des Nations sud-américaines (Unasur) a été convoquée lundi à Santiago par la présidente chilienne Michelle Bachelet pour « *soutenir les efforts du gouvernement bolivien* ».

L'armée a difficilement repris samedi le contrôle de l'aéroport de Cobija, capitale de Pando, après un assaut nocturne contre des manifestants armés qui ont abattu un soldat.

Sa mort porte à dix-sept le nombre officiel de victimes dans cette petite région amazonienne de 70.000 habitants, située à la frontière avec le Brésil.

Le ministre de l'Intérieur Alfredo Rada a annoncé samedi que huit nouveaux corps avaient été repêchés à la suite d'affrontements qui ont fait seize morts jeudi dans le village de Porvenir, où se réunissaient des paysans fidèles au pouvoir central.

M. Rada a accusé le gouverneur de Pando, Leopold Fernandez, l'un des opposants les plus radicaux, d'avoir recruté ses propres fonctionnaires et des hommes de main étrangers pour commettre un « *massacre* ».

A Pando, des groupes armés occupent toujours des bâtiments publics et les rafales d'armes automatiques continuent de retentir, a rapporté la radio d'Etat Patria Nueva. En raison de l'état de siège, les réunions politiques y sont interdites, ainsi que le port d'arme ou la circulation de nuit en groupe dans la région.

Sous la pression de l'ONU, de l'Organisation des Etats américains (OEA) et de l'Union européenne, le gouvernement bolivien et un porte-parole de l'opposition ont tenu une réunion marathon à La Paz.

(source : Reuters, AFP et AP du 10 au 14.09)

Analyse et enseignements.

Si j'ai bien compris la situation politique, Morales a maintenu en place le Sénat ou les partis de la réaction détiennent la majorité et retardent autant que faire ce peut l'adoption des mesures décidées par le gouvernement.

Morales a cru qu'il pourrait gouverner en conservant les vieilles institutions et l'appareil de Etat tels qu'ils existaient au service des exploités, il ignore donc les enseignements élémentaires de la Commune de Paris de 1871.

Morales est arrivé au pouvoir dans le cadre des institutions bourgeoises au terme d'une élection présidentielle, qui était en quelque sorte la négation de la mobilisation révolutionnaire des masses qui l'avait précédée. En s'en remettant à un homme providentiel pour changer son destin, c'est comme si les masses avaient déposé les armes face à un ennemi résolu à tout mettre en œuvre pour entraîner la chute du gouvernement et mettre un terme au processus révolutionnaire en cours.

Concernant l'Assemblée constituante, les partis de la réaction y sont présents et minoritaires. Par contre en boycottant systématiquement les réunions de cette assemblée, les partis bourgeois profitent de cette situation pour présenter les mesures qu'elle vote comme illégitimes et antidémocratiques. Ils vont plus loin puisqu'ils s'autorisent à ne pas les reconnaître et ne pas les appliquer dans les régions qu'ils contrôlent.

On a là sous les yeux la portée et la limite du processus conduisant à l'élection d'une Assemblée constituante où sont présents les partis bourgeois. De plus, il semblerait qu'elle ne s'appuie pas sur des assemblées similaires dans chaque région, encore moins sur des comités réunissant la classe ouvrière et la paysannerie à travers tout le pays, qui seraient les seuls garants de l'application des mesures prises par l'Assemblée constituante. Pire, c'est le camp de la réaction qui occupe le terrain en ayant formé des comités dans lesquels il regroupe une partie de la population pour affronter le gouvernement. Du coup, le gouvernement apparaît comme étranger à de larges fractions des masses, même si sa politique leur est favorable. Au lieu de s'appuyer sur une mobilisation permanente des masses qui permettrait au processus révolutionnaire de mûrir et d'entraîner des couches de la petite bourgeoisie restées fidèles à la bourgeoisie, les masses sont seulement considérées comme une force d'appoint à un processus institutionnel et Morales ne peut compter que sur une mobilisation limitée.

On pourrait peut-être tirer comme leçon à cette étape, qu'une situation de double pouvoir comme cela a existé en Russie entre février et octobre 1917 est devenue impossible du fait des moyens de communication et de propagande dont dispose la réaction, et qui lui permettent immédiatement d'organiser la résistance contre le nouveau gouvernement à travers tout le pays.

Ainsi, les dirigeants des partis bourgeois qui sont aussi les propriétaires des grands médias privés dont les chaînes de télévisions qui couvrent tout le pays, peuvent organiser tranquillement et légalement la propagande et le combat contre le gouvernement.

Comment peut-on imaginer que la classe ouvrière et la paysannerie pourraient prendre le pouvoir, sans museler et réprimer la bourgeoisie ainsi que ceux qui la soutiennent ? Une tragique illusion en vérité. La bourgeoisie détient des moyens gigantesques pour s'opposer à la révolution, ne pas commencer par lui retirer des mains ne peut conduire qu'à une défaite cinglante et sanglante. On se rend compte ici de la légèreté, pour ne pas dire l'inconscience des discours sur la démocratie qui sont associés au combat pour en finir avec le pouvoir de la bourgeoisie. Prendre le contrôle des médias, interdire la presse qui combat la révolution, arrêter les dirigeants des partis bourgeois, réprimer sans ménagement toute manifestation organisée par la réaction, sont autant de décisions à prendre immédiatement, il faut battre le fer quand il est chaud.

J'ai lu aussi que Morales avait maintenu le ministère de l'Economie tel qu'il était à son arrivée, alors qu'il est constitué de technocrates à la solde des banques, des capitalistes, des multinationales et des propriétaires terriens, une erreur gravissime.

Quant à l'armée, elle serait divisée, une partie des officiers n'apprécierait pas de voir les ressources naturelles du pays cédées à des multinationales étrangères et pourrait servir de base à un mouvement nationaliste au sein de l'armée du même type qu'au Venezuela. Le haut commandement bolivien a déclaré qu'il était opposé à toute division du pays, en même temps il a signifié à Chavez de s'occuper de ses affaires.

Si Morales voulait consolider le processus révolutionnaire, il devrait prendre des mesures politiques immédiates pour neutraliser la réaction : abroger le Sénat, établir la majorité simple à l'Assemblée constituante au lieu des deux cinquièmes (je ne suis pas sûr que cette mesure n'ait pas été adoptée récemment), prendre le contrôle des télévisions privées et exproprier leurs propriétaires, réduire le pouvoir des préfets (cela figure semble-t-il dans le projet de nouvelle Constitution), rayer du projet de nouvelle constitution la reconnaissance de la propriété privée des moyens de production, exproprier sans indemnité les grands propriétaires terriens et les capitalistes qui détiennent les plus grandes entreprises du pays, prendre le contrôle des banques et instituer le monopole du commerce extérieur, s'assurer du soutien de l'armée si nécessaire en limogeant les officiers qui sont acquis à la réaction, mieux, armer le peuple, prendre des mesures pour s'assurer le soutien des classes moyennes notamment dans les quatre ou cinq régions qui causent problèmes et dans les rangs desquels la réaction recrute...

Bien entendu, pour mettre en œuvre cette politique, il faudrait que se constituent des comités ouvriers et paysans à travers toute la Bolivie, à l'image des soviets en Russie en 1917 et qu'ils détiennent le pouvoir. Ce n'est pas un fantasme, les conditions existent pour qu'ils se constituent immédiatement.

En lisant les nombreux articles que l'on peut trouver sur Internet dont certains ont été rédigés par des Boliviens ou des journalistes ou encore des militants présents en Bolivie, on se rend compte que la classe ouvrière et la paysannerie étaient beaucoup plus radicales que Morales, y compris une fraction importante de son parti, le MAS, et qu'ils ne comprenaient pas pourquoi il ne se saisissait pas de l'occasion qu'il avait en étant au pouvoir et en disposant de la majorité à l'Assemblée constituante pour s'engager immédiatement sur la voie du socialisme en expropriant purement et simplement les capitalistes et les grands propriétaires terriens.

Morales croit pouvoir réaliser une « *révolution démocratique* » sans se fixer comme perspective politique ou sans la relier à la révolution socialiste parce qu'elle serait automatiquement suivie d'une guerre civile fromentée par la réaction. Il redoute davantage la réaction qu'il n'a confiance dans la capacité de la classe ouvrière et la paysannerie révolutionnaire pour vaincre. Il ne veut pas aller à l'affrontement avec les représentants de la bourgeoisie, du coup, ce sont eux qui prennent l'initiative d'harcéler quotidiennement le gouvernement pour le paralyser, puis le faire tomber avec l'aide de l'armée et de l'impérialisme américain.

Le problème, c'est qu'à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme qui consacre la domination de l'industrie financière, il est devenu impossible de réaliser une révolution démocratique bourgeoise sans empiéter immédiatement sur la propriété privée des moyens de production, sans commencer par remettre en cause les fondements du capitalisme. Les deux étapes de la révolution prolétarienne se chevauchent et les tâches de la révolution démocratique bourgeoise sont indissociables de celles de la révolution socialiste. Dès lors, si le gouvernement n'adopte pas les mesures politiques nécessaires pour briser la résistance de la réaction, s'il ne relie pas les moyens nécessaires à la satisfaction des besoins immédiats de la classe ouvrière et de la paysannerie à l'objectif de la révolution socialiste qui est de détruire l'Etat bourgeois et de porter le prolétariat au pouvoir, il sera finalement vaincu.

Morales et les dirigeants du MAS ne veulent pas s'inspirer des enseignements de la révolution d'Octobre, il essaie de concilier l'inconciliable, or il n'y a pas de voie du milieu, il n'y a pas de troisième voie entre la dictature de la bourgeoisie et celle du prolétariat. En ne désarmant pas la réaction sur le plan politique, en lui laissant les moyens financiers nécessaires pour payer des bandes organisées pour organiser sa propagande contre-révolutionnaire, pour saboter l'action du gouvernement, Morales tergiverse et fait preuve de faiblesses ce qui peut à terme entamer la détermination et la confiance que lui porte toujours les masses, et ce n'est certainement pas le meilleur moyen de convaincre des pans de la petite bourgeoisie de se rallier à sa politique. S'il ne corrige pas le tir très rapidement, on ne voit pas comment il pourrait s'en sortir.

En attendant, il est de notre devoir de soutenir le processus révolutionnaire en cours en Bolivie, de soutenir Morales contre la réaction, l'impérialisme américain et l'Union européenne, car malgré toutes les erreurs commises par Morales, son penchant à la conciliation, la révolution bolivienne demeure la pointe avancée de la révolution socialiste internationale.

Pour finir, si l'on soutient inconditionnellement Morales, cela ne signifie pas que l'on approuve ses erreurs ni qu'on s'interdirait de critiquer sa politique, cela signifie qu'entre le camp de la réaction et celui de la révolution prolétarienne, aucune hésitation n'est permise et nous avons choisi notre camp.

On aurait pu en profiter pour tordre le cou à bien des idées reçues que colportent des « *vieux* » révolutionnaires qui sont sur la même ligne politique que Morales, c'est-à-dire, qui sont incapables de saisir d'une part la réalité, le fait que la classe peut se hausser à la hauteur des tâches de la révolution socialiste et que par conséquent, éduquer les masses dans cette perspective ne relève pas de la fantasmagorie ou de la mégalomanie, mais doit constituer un élément de notre propagande pour les préparer à y faire face lorsque l'heure de la révolution aura sonné dans chaque pays ; d'autre part, le prolétariat bolivien a prouvé qu'en partant d'une situation défavorable, la pauvreté généralisée et le niveau d'instruction très faible de la majorité des ouvriers et des paysans, il était possible de se lancer à l'assaut de l'Etat et de porter au pouvoir ses propres partis politiques.

Rien ne justifiait et rien ne justifie la moindre concession envers la bourgeoisie et ses représentants.

Rien ne justifiait et rien ne justifie les concessions passées avec les partisans du réformisme, encore moins aujourd'hui qu'hier, la révolution bolivienne en est la preuve flagrante si besoin était.

Rien ne justifiait et rien ne justifie le rejet ou l'abandon des enseignements du marxisme et principalement ceux de la révolution d'Octobre sans lesquels la révolution bolivienne sera vaincue.

Rien ne justifiait et rien ne justifie de privilégier les mots d'ordre démocratique bourgeois (défense de la République, de la nation, de la souveraineté, de la démocratie, etc.) au détriment de la révolution socialiste, puisque les deux étapes de la révolution prolétarienne sont plus liées que jamais.

Rien ne justifiait et rien ne justifie de ne pas construire des partis ouvriers sur les bases du marxisme et du léninisme.

La révolution bolivienne permet de vérifier jour après jour, l'actualité des enseignements de la révolution russe d'octobre 17. Mieux que toutes les lectures du monde, voilà une formidable leçon de chose grande nature que chaque militant peut suivre quotidiennement, et chacun peut vérifier la validité ou non des leçons d'Octobre.

Non le cycle ouvert par la révolution d'Octobre ne s'est pas achevé avec la chute du mur de Berlin ou la restauration du capitalisme en Russie.

Qu'il n'existe pas actuellement de partis construits sur le modèle du parti bolchevik ni d'Internationale ouvrière digne de ce nom ne doit pas nous aveugler, constatons simplement qu'ils font sacrément défaut à la révolution bolivienne et qu'elle risque d'en crever, si Morales et les dirigeants qui sont à ses côtés ne renouent pas rapidement avec les enseignements de la révolution russe.

La révolution bolivienne témoigne de l'extraordinaire vitalité de la révolution mondiale et du prolétariat international. Au lieu de s'encailler avec des éléments qui ne sont pas dignes de confiance et qui demeurent liés à la bourgeoisie, dans chaque pays les révolutionnaires doivent s'appuyer résolument sur l'expérience de la révolution bolivienne qui montre la voie au prolétariat et sa jeunesse.